

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mars 2015 réglant la composition et le fonctionnement du comité d'experts des radiations non-ionisantes, les modifications suivantes sont effectuées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « 1^{er} juin » sont remplacés par les mots « 30 septembre » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « 30 septembre » sont remplacés par « 1^{er} décembre ».

Art. 2. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont effectuées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Pour la participation aux réunions, » s'insèrent avant les mots « Cette rémunération » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, le chiffre « 100 » est remplacé par « 120 », le chiffre « 150 » est remplacé par « 180 », le chiffre « 400 » est remplacé par « 480 » et le chiffre « 600 » est remplacé par « 720 » ;

3° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les activités de rédaction, la présentation des conclusions ou des rapports annuels devant le Parlement, la rédaction d'avis ou de réponses à des questions techniques, cette rémunération s'élève à 120 euros par écrit ou présentation, avec un maximum de 840 euros par membre, sur base annuelle. »

Art. 3. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 2021.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

Le Ministre de la Transition climatique, de l'Environnement,
de l'Energie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2015 tot regeling van de samenstelling en de werking van het comité van experts op het vlak van niet-ioniserende stralingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden " 1 juni " vervangen door "30 september";

2° in het derde lid, worden de woorden "30 september" vervangen door " 1 december".

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « voor de deelname aan de vergaderingen » ingevoegd na de woorden « Die vergoeding » ;

2° in het eerste lid wordt het cijfer « 100 » vervangen door « 120 », het cijfer « 150 » door « 180 », het cijfer « 400 » door « 480 » en het cijfer « 600 » door « 720 » ;

3° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid:

« Voor de redactie-activiteiten, de voorstelling van conclusies of de jaarverslagen aan het Parlement, de opstelling van adviezen of antwoorden op technische vragen bedraagt die vergoeding 120 euro per schriftelijk document of presentatie, met een maximum van 840 euro per lid op jaarbasis.»

Art. 3. De minister die bevoegd is voor leefmilieu, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 juli 2021.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-Président
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Klimaattransitie, Leefmilieu,
Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2021/21196]

25 MARS 2021. — Décret 2020/11 portant règlement définitif du budget de la Commission Communautaire française pour l'année 2012

Le Collège,

Sur la proposition de la Présidente du Collège, chargée du budget,
Après délibération,

Arrête :

La Présidente du Collège qui a le budget dans ses attributions est chargée de présenter à l'Assemblée le projet de décret dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget de la Commission communautaire française*

§ 1^{er}. - Fixation des engagements

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses imputés à charge des crédits d'engagement de l'année budgétaire 2012 s'élèvent à la somme de 251.141,58 EUR.

§ 2. - Fixation des crédits d'engagement

Art. 2. les crédits d'engagement ouverts par les décrets budgétaires s'élèvent pour l'année budgétaire 2012 à : .
407.000,00 EUR.

Ce montant se décompose comme suit :

a) budgets initiaux : 357.000,00 EUR

b) ajustements des crédits :
augmentations 50.000,00 EUR

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagements ouverts par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2012 est réduit d'un montant de 155.858,44 EUR des crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire et annulés définitivement en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 4. Les crédits d'engagement définitifs de l'année budgétaire 2012 sont fixés à : 251.141,56 EUR

Cette somme est égale aux engagements imputés à charge des crédits budgétaires de l'année budgétaire 2012.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget de la Commission communautaire française*

§ 1^{er}. - Fixation des recettes

Art. 5. Les recettes de la Commission communautaire française s'élèvent, pour l'année budgétaire 2012, à la somme de : 368.691.384,76 EUR.

§ 2. - Fixation des dépenses

Art. 6. Les opérations imputées à charge de l'année budgétaire 2012 sont arrêtées comme suit :

A - Crédits non dissociés :

se décomposant comme suit :

a) prestations d'années antérieures :	18.859.645,39 EUR
b) prestations de l'année en cours :	<u>346.043.394,08 EUR</u>
	364.903.039,47 EUR

B - Crédits d'ordonnancement :

se décomposant comme suit :

a) prestations d'années antérieures :	0,00 EUR
b) prestations de l'année en cours :	<u>699.087,57 EUR</u>
	699.087,57 EUR

Total des ordonnancements : 365.602.127,04 EUR

Art. 7. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés, à charge de l'année budgétaire 2012 se montent à la somme de :

Crédits non dissociés :	364.903.039,47 EUR
Crédits d'ordonnancement :	<u>699.087,57 EUR</u>
Total :	365.602.127,04 EUR

Art. 8. Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, s'élèvent à 0 EUR.

§ 3. - Fixation des crédits de paiement

Art. 9. Les crédits de paiement ouverts par les décrets budgétaires du Collège de la Commission communautaire française et affectés par ce Collège s'élèvent à :

- Crédits non dissociés :	395.913.843,57 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>863.000,00 EUR</u>
Total :	396.776.843,57 EUR

Ces montants comprennent :

I. Les crédits de paiement ouverts par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit :

1. Budgets initiaux :

- Crédits non dissociés :	366.318.000,00 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>865.000,00 EUR</u>
Total :	367.183.000,00 EUR

2. Ajustements des crédits (résultats nets) :

- Crédits non dissociés :	5.538.000,00 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>- 2.000,00 EUR</u>
Total :	5.536.000,00 EUR

II. Les crédits de paiement reportés de l'année budgétaire 2011 :

- Crédits non dissociés :	24.057.843,57 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>0,00 EUR</u>
Total :	24.057.843,57 EUR

Art. 10. Le montant total des crédits de paiement ouverts par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2012 et des crédits reportés est réduit :

I. des crédits de paiement non utilisés dont le report à l'année budgétaire a lieu en application des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 :

- Crédits non dissociés :	25.812.605,92 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>0,00 EUR</u>
Total :	25.812.605,92 EUR

II. des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés :

- Crédits non dissociés :	5.198.198,18 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>163.912,43 EUR</u>
Total :	5.362.110,61 EUR

Art. 11. Pour couvrir les dépenses effectuées au-delà ou en l'absence des crédits ouverts de l'année budgétaire 2012, des crédits complémentaires sont alloués comme suit :

- Crédits non dissociés :	0,00 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>0,00 EUR</u>
Total :	0,00 EUR

Art. 12. Par suite des dispositions contenues dans les articles 9, 10 et 11, les crédits définitifs de l'année budgétaire 2012 sont fixés comme suit :

- Crédits non dissociés :	364.903.039,47 EUR
- Crédits d'ordonnancement :	<u>699.087,57 EUR</u>
Total :	365.602.127,04 EUR

Ces sommes sont égales aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire.

Art. 13. Le résultat général des recettes et des dépenses du budget de l'année budgétaire 2012, est :

- Recettes :	368.691.384,76 EUR
- Dépenses :	<u>365.602.127,04 EUR</u>
- Excédent de recettes (+) :	+ 3.089.257,72 EUR
ou de dépenses (-) :	

CHAPITRE III. — *Opérations effectuées en exécution des budgets des Services à gestion séparée*

§ 1. - Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées

Art. 14. Le règlement définitif du budget du Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées pour l'année budgétaire 2012 est établi comme suit :

A. Recettes :	
- les prévisions :	129.691.000,00 EUR
- les recettes imputées :	129.360.846,07 EUR
- la différence entre les recettes imputées et les prévisions	- 330.153,93 EUR
B. Dépenses :	
- les crédits ouverts par l'ordonnance budgétaire	129.691.000,00 EUR
- les dépenses imputées :	129.119.062,57 EUR
- le montant des crédits à annuler :	571.937,43 EUR
C. Résultat :	
- les recettes :	129.360.846,07 EUR
- les dépenses :	129.119.062,57 EUR

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 2012 un

montant positif de :	241.783,50 EUR
auquel s'ajoute l'excédent cumulé au 31 décembre 2011	2.129.687,07 EUR
et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 2012 à :	2.371.470,57 EUR

§ 2. - Centre Etoile Polaire

Art. 15. Le règlement définitif du budget du Centre Etoile Polaire pour l'année budgétaire 2012 est établi comme suit :

A. Recettes :	
- les prévisions :	1.141.000,00 EUR
- les recettes imputées :	825.989,67 EUR
- la différence entre les recettes imputées et les prévisions	- 315.010,33 EUR
B. Dépenses :	
- les crédits ouverts par l'ordonnance budgétaire	1.031.000,00 EUR
- les dépenses imputées :	979.010,45 EUR
- le montant des crédits à annuler :	51.989,55 EUR
C. Résultat :	
- les recettes :	825.989,67 EUR
- les dépenses :	979.010,45 EUR

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 2012 un montant négatif de :

	- 153.020,78 EUR
auquel s'ajoute l'excédent cumulé au 31 décembre 2011	917.812,26 EUR
et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 2012 à :	764.791,48 EUR

§ 3. - Service Formation P.M.E

Art. 16. Le règlement définitif du budget du Service Formation P.M.E pour l'année budgétaire 2012 est établi comme suit :

A. Recettes :	
- les prévisions :	8.563.000,00 EUR
- les recettes imputées :	8.479.583,18 EUR
- la différence entre les recettes imputées et les prévisions	- 83.416,82 EUR
B. Dépenses :	
- les crédits ouverts par le décret budgétaire	8.563.000,00 EUR
- les crédits reportés d'années antérieures (encours) :	705.936,25 EUR
- les dépenses imputées :	8.439.372,12 EUR

- le montant des crédits à annuler :	103.600,06 EUR
- le montant des crédits à reporter (encours) à l'année suivante :	725.964,07 EUR
C. Résultat :	
- les recettes :	8.479.583,18 EUR
- les dépenses :	8.439.372,12 EUR
ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 2012 un montant positif de :	40.211,06 EUR
auquel s'ajoute le solde cumulé au 31 décembre 2011	2.134.634,94 EUR
et porte le solde cumulé au 31 décembre 2012 à :	2.174.846,00 EUR

§ 4. - Service des Bâtiments

Art. 17. Le règlement définitif du budget du Service des Bâtiments pour l'année budgétaire 2012 est établi comme suit :

A. Recettes :	
- les prévisions :	10.970.000,00 EUR
- les recettes imputées :	12.819.700,00 EUR
- la différence entre les recettes imputées et les prévisions	1.849.700,00 EUR
B. Dépenses :	
- les crédits ouverts par l'ordonnance budgétaire	13.115.000,00 EUR
- les dépenses imputées :	8.118.939,67 EUR
- le montant des crédits à annuler :	4.996.060,33 EUR
C. Résultat :	
- les recettes :	12.819.700,00 EUR
- les dépenses :	8.118.939,67 EUR
ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 2012 un montant positif de :	4.700.760,33 EUR
auquel s'ajoute l'excédent cumulé au 31 décembre 2011	11.861.636,99 EUR
et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 2012 à :	16.562.397,32 EUR

Bruxelles, le 25 mars 2021.

Par le Collège,

Barbara TRACHTE
Présidente du Collège, Chargée du budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2021/21196]

25 MAART 2021. — Decreet 2020/11 houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het jaar 2012

Het College,

Op de voordracht van de voorzitter van het College, belast met Begroting,

Na beraadslaging,

Besluit :

De voorzitter van het College, die bevoegd is voor Begroting, wordt ermee belast om aan de Vergadering het ontwerp van decreet voor te leggen waarvan de inhoud volgt:

HOOFDSTUK I. — Vastleggingen verricht in uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie

§ 1. - Vaststelling van de vastleggingen

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven aangerekend ten laste van de vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2012 bedragen 251.141,58 EUR.

§ 2. - Vaststelling van de vastleggingskredieten

Art. 2. De bij de begrotingsdecreten geopende vastleggingskredieten bedragen voor het begrotingsjaar 2012: 407.000,00 EUR.

Dit bedrag is samengesteld als volgt:

a) initiële begrotingen:	357.000,00 EUR
b) kredietaanpassingen: verhogingen	50.000,00 EUR

Art. 3. Het totaalbedrag van de bij de begrotingsdecreten geopende vastleggingskredieten voor het begrotingsjaar 2012 wordt verminderd met een bedrag van 155.858,44 EUR van de aan het eind van het begrotingsjaar beschikbare en definitief geannuleerde vastleggingskredieten krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Art. 4. De definitieve vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2012 worden vastgesteld op: 251.141,56 EUR.

Deze som is gelijk aan de ten laste van de begrotingskredieten van het begrotingsjaar 2012 aangerekende vastleggingen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht in uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie*

§ 1. - Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De ontvangsten van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2012 bedragen: 368.691.384,76 EUR.

§ 2. - Vaststelling van de uitgaven

Art. 6. De ten laste van het begrotingsjaar 2012 aangerekende verrichtingen worden vastgesteld als volgt:

A - Niet-gesplitste kredieten:

samengesteld als volgt:

a) prestaties van vorige jaren:	18.859.645,39 EUR
b) prestaties van het lopende jaar:	<u>346.043.394,08 EUR</u>
	364.903.039,47 EUR

B - Ordonnanceringskredieten:

samengesteld als volgt:

a) prestaties van vorige jaren:	0,00 EUR
b) prestaties van het lopende jaar:	<u>699.087,57 EUR</u>
	699.087,57 EUR

Totaal van de ordonnanceringskredieten: 365.602.127,04 EUR

Art. 7. De ten laste van het begrotingsjaar 2012 verrichte, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen:

Niet-gesplitste kredieten: 364.903.039,47 EUR

Ordonnanceringskredieten: 699.087,57 EUR

Totaal: 365.602.127,04 EUR

Art. 8. De ten laste van de begroting aangerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, bedragen 0 EUR.

§ 3. - Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 9. De betalingskredieten geopend bij de begrotingsdecreten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en toegewezen door dit College bedragen:

- Niet-gesplitste kredieten: 395.913.843,57 EUR

- Ordonnanceringskredieten: 863.000,00 EUR

Totaal: 396.776.843,57 EUR

Deze bedragen omvatten:

I. De bij de begrotingsdecreten geopende betalingskredieten, samengesteld als volgt:

1. Initiële begrotingen:

- Niet-gesplitste kredieten: 366.318.000,00 EUR

- Ordonnanceringskredieten: 865.000,00 EUR

Totaal: 367.183.000,00 EUR

2. Kredietaanpassingen (nettoresultaten):

- Niet-gesplitste kredieten: 5.538.000,00 EUR

- Ordonnanceringskredieten: - 2.000,00 EUR

Totaal: 5.536.000,00 EUR

II. De van het begrotingsjaar 2011 overgedragen betalingskredieten:

- Niet-gesplitste kredieten: 24.057.843,57 EUR

- Ordonnanceringskredieten: 0,00 EUR

Totaal: 24.057.843,57 EUR

Art. 10. Het totaalbedrag van de bij de begrotingsdecreten geopende betalingskredieten voor het begrotingsjaar 2012 en van de overgedragen kredieten wordt verminderd met:

I. de niet-gebruikte betalingskredieten die werden overgedragen naar het begrotingsjaar met toepassing van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991:

- Niet-gesplitste kredieten: 25.812.605,92 EUR

- Ordonnanceringskredieten: 0,00 EUR

Totaal: 25.812.605,92 EUR

II. de beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd:

- Niet-gesplitste kredieten: 5.198.198,18 EUR

- Ordonnanceringskredieten: 163.912,43 EUR

Totaal: 5.362.110,61 EUR

Art. 11. Ter dekking van de uitgaven verricht boven of in afwezigheid van geopende kredieten van het begrotingsjaar 2012, worden aanvullende kredieten toegekend als volgt:

- Niet-gesplitste kredieten:	0,00 EUR
- Ordonnanceringskredieten:	<u>0,00 EUR</u>
Totaal:	0,00 EUR

Art. 12. Ingevolge de bepalingen van de artikelen 9, 10 en 11, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 2012 vastgesteld als volgt:

- Niet-gesplitste kredieten:	364.903.039,47 EUR
- Ordonnanceringskredieten:	<u>699.087,57 EUR</u>
Totaal:	365.602.127,04 EUR

Deze sommen zijn gelijk aan de verrichtingen aangerekend ten laste van het begrotingsjaar.

Art. 13. Het algemeen resultaat van de ontvangsten en uitgaven van de begroting van het begrotingsjaar 2012 bedraagt:

- Ontvangsten:	368.691.384,76 EUR
- Uitgaven:	<u>365.602.127,04 EUR</u>
- Overschot van ontvangsten (+):	+ 3.089.257,72 EUR

of uitgaven (-):

HOOFDSTUK III. — *Verrichtingen in uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer*

§ 1. - Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées

Art. 14.

De eindregeling van de begroting van de Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées voor het begrotingsjaar 2012 wordt vastgesteld als volgt:

A. Ontvangsten:	
- ramingen:	129.691.000,00 EUR
- aangerekende ontvangsten:	129.360.846,07 EUR
- verschil tussen aangerekende ontvangsten en ramingen:	- 330.153,93 EUR
B. Uitgaven:	
- bij de begrotingsordonnantie geopende kredieten:	129.691.000,00 EUR
- aangerekende uitgaven:	129.119.062,57 EUR
- bedrag van de te annuleren kredieten:	571.937,43 EUR
C. Resultaat:	
- ontvangsten:	129.360.846,07 EUR
- uitgaven:	129.119.062,57 EUR

wat voor het begrotingsjaar 2012 leidt tot een

positief bedrag van: **241.783,50 EUR**

waarbij het gecumuleerd overschot op 31 december 2011 wordt gevoegd: **2.129.687,07 EUR**

en waardoor het gecumuleerd overschot op 31 december 2012 bedraagt: **2.371.470,57 EUR**

§ 2. - Centre Étoile Polaire

Art. 15. De eindregeling van de begroting van het Centre Étoile Polaire voor het begrotingsjaar 2012 wordt vastgesteld als volgt:

A. Ontvangsten:	
- ramingen:	1.141.000,00 EUR
- aangerekende ontvangsten:	825.989,67 EUR
- verschil tussen aangerekende ontvangsten en ramingen:	- 315.010,33 EUR
B. Uitgaven:	
- bij de begrotingsordonnantie geopende kredieten:	1.031.000,00 EUR
- aangerekende uitgaven:	979.010,45 EUR
- bedrag van de te annuleren kredieten:	51.989,55 EUR
C. Resultaat:	
- ontvangsten:	825.989,67 EUR
- uitgaven:	979.010,45 EUR

wat voor het begrotingsjaar 2012 leidt tot een negatief bedrag van: **- 153.020,78 EUR**

waarbij het gecumuleerd overschot op 31 december 2011 wordt gevoegd: **917.812,26 EUR**

en waardoor het gecumuleerd overschot op 31 december 2012 bedraagt: **764.791,48 EUR**

§ 3. - Service Formation PME

Art. 16. De eindregeling van de begroting van de Service Formation PME voor het begrotingsjaar 2012 wordt vastgesteld als volgt:

A. Ontvangsten:	
- ramingen:	8.563.000,00 EUR

- aangerekende ontvangsten:	8.479.583,18 EUR
- verschil tussen aangerekende ontvangsten en ramingen:	- 83.416,82 EUR
B. Uitgaven:	
- bij het begrotingsdecreet geopende kredieten:	8.563.000,00 EUR
- kredieten overgedragen van vorige jaren (uitstaand):	705.936,25 EUR
- aangerekende uitgaven:	8.439.372,12 EUR
- bedrag van de te annuleren kredieten:	103.600,06 EUR
- bedrag van de over te dragen kredieten (uitstaand):	
naar het volgende jaar:	725.964,07 EUR
C. Resultaat:	
- ontvangsten:	8.479.583,18 EUR
- uitgaven:	8.439.372,12 EUR
wat voor het begrotingsjaar 2012 leidt tot een positief bedrag van:	40.211,06 EUR
waarbij het gecumuleerd saldo op 31 december 2011 wordt gevoegd:	2.134.634,94 EUR
en waardoor het gecumuleerd saldo op 31 december 2012 bedraagt:	2.174.846,00 EUR

§ 4. - Service des Bâtiments

Art. 17. De eindregeling van de begroting van de Service des Bâtiments voor het begrotingsjaar 2012 wordt vastgesteld als volgt:

A. Ontvangsten:	
- ramingen:	10.970.000,00 EUR
- aangerekende ontvangsten:	12.819.700,00 EUR
- verschil tussen aangerekende ontvangsten en ramingen:	1.849.700,00 EUR
B. Uitgaven:	
- bij de begrotingsordonnantie geopende kredieten:	13.115.000,00 EUR
- aangerekende uitgaven:	8.118.939,67 EUR
- bedrag van de te annuleren kredieten:	4.996.060,33 EUR
C. Resultaat:	
- ontvangsten:	12.819.700,00 EUR
- uitgaven:	8.118.939,67 EUR
wat voor het begrotingsjaar 2012 leidt tot een positief bedrag van:	4.700.760,33 EUR
waarbij het gecumuleerd overschot op 31 december 2011 wordt gevoegd:	11.861.636,99 EUR
en waardoor het gecumuleerd overschot op 31 december 2012 bedraagt:	16.562.397,32 EUR

Brussel, 25 maart 2021.

Namens het College :

Barbara TRACHTE

Voorzitster van het College, belast met de Begroting

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2021/21197]

25 MARS 2021. — Décret 2020/13 portant règlement définitif du budget de la Commission communautaire française pour l'année 2013

Le Collège,

Sur la proposition de la Présidente du Collège, chargée du budget,

Après délibération,

ARRETE :

La Présidente du Collège qui a le budget dans ses attributions est chargée de présenter à l'Assemblée le projet de décret dont la teneur suit :

Chapitre I^{er}

Engagements effectués en exécution du budget de la Commission communautaire française

§ 1^{er}. - Fixation des engagements

Article 1^{er}

Les engagements de dépenses imputés à charge des crédits d'engagement de l'année budgétaire 2013 s'élèvent à la somme de 1.516.079,14 EUR.

§ 2. - Fixation des crédits d'engagement

Article 2

les crédits d'engagement ouverts par les décrets budgétaires s'élèvent pour l'année budgétaire 2013 à : 2.403.000,00 EUR.